

Wallonie- FRANCE

Expression libre, démocratique
et pluraliste

Directeur : André SCHREURS ; secrétaire de rédaction : Jacques LIENARD ; éditeur responsable : Laurent LERUTH

Sommaire

Contre le racisme et le fascisme
/ A. Schreurs, p.1-3

Un PS crépusculaire
/ J. Rogissart, p.4-5

Sortie du tombeau en vue
/ A. Patris, p. 6-7

Des travailleurs wallons pour la
Flandre / D. Lanier, p.7

La Wallonie va-t-elle sauver la
France ?
/ P. Mélon, p.8-10

Billet sur la Francophonie -
Le financement de la Francophonie
/ P. Bertrand, p.11-12

On nous écrit -
/ Lettres de M. Wilmet
et de D. Griesmar, p.13

Un nombre variable....
/ B. Coune, p.14

Les entreprises wallonnes
et les groupes français
/ Y. de Wasseige, p.15-16-17

Epinglé dans la presse
/ J. Liénard, p.18-19

Culture et démocratie - Emotions et
réalités - Mise au point
p.19-20

Les articles n'engagent que leurs
auteurs

CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME

Le meilleur rempart : la République française, pas les « nouveaux Belges »

Lors d'une récente émission « Ça se discute », où il était question de Delphine et de Mazarine, l'humoriste belge bien connu Philippe Geluck a dit très sérieusement, sur France 2, qu'un tel problème se posait différemment en France et en Belgique où le roi est un pilier essentiel de l'Etat. « Si la monarchie disparaissait, a-t-il affirmé, le pays éclaterait : les Flamands et les Français se sépareraient immédiatement » (1).

Voilà qui nous change des propos belgicains dont certains dirigeants politiques, en Wallonie, nous rebattent les oreilles depuis la nouvelle majorité « arc en ciel ». A cet égard, le champion toutes catégories est sans conteste Elio Di Rupo qui, interviewé à la RTBF en tant que ministre-président de la Région wallonne, a réussi le tour de force de ne pas prononcer une seule fois les mots *Wallon* et *Wallonie*, ne voyant dans le centre et le sud du pays que des francophones belges (2). Il a remis ça, en tant que président du PS, dans l'entretien qu'il a accordé au *Soir* et que celui-ci a publié le 27 janvier, puis de nouveau lors d'un récent débat télévisé à propos de l'« affaire Haider ». Alors que Louis Michel parlait tout naturellement de la Wallonie et des Wallons, Elio Di Rupo, qui officiait sous on ne sait quelle casquette, a appelé « tous les démocrates belges, francophones et néerlandophones » à la croisade non contre les mécréants mais contre les néofascistes autrichiens et leurs alliés conservateurs du gouvernement.

Au lieu de renforcer l'identité wallonne, déjà bien faible en regard de celle de la Flandre opulente et sûre d'elle, le ministre-président wallon semble tout faire pour que la Wallonie, dans laquelle il ne voit qu'une région économique, soit diluée sur le plan politique et culturel dans la

>>>

« Belgique francophone », où elle est pourtant souvent snobée ou moquée par l'intelligentsia bruxelloise. A-t-on assez répété qu'une identité forte est un facteur indispensable au développement économique, culturel et social d'une région et à la synergie de ses forces vives ! Mais Elio Di Rupo n'en a cure. Nous l'avons déjà dit et cela se confirme : ce n'est pas un homme d'Etat, c'est un gestionnaire sans doute de qualité, un bon manager mais qui se borne à gérer son entreprise d'une main ferme. Il se comporte au PS de la même manière qu'à la Région wallonne et son style commence d'ailleurs à en agacer plus d'un au sein de son parti : « il se pose en yuppie... un parti ne se guide pas comme une entreprise » a confié au *Soir* du 7 février un jeune député socialiste. « Il s'est contenté de surfer sur les principes, les émotions, les attentes, il n'a pas été en profondeur » estime pour sa part un chef de cabinet...

Incapable de se projeter politiquement en dehors du cadre belge, - en tout cas vers le Sud -, il rêve d'une union du PS et du SP sur une base vaguement social-démocrate à la Tony Blair. Bref, il voudrait refaire un succédané du PSB, dont il se verrait bien le chef, et il a naturellement besoin, pour parvenir à ses fins, de la Belgique et de la monarchie qui la maintient en vie. Il incarne ainsi un nouveau type de socialistes prétendument modernes : les *socialo-monarchistes*, qui s'appuient en fait sur un vestige de l'Ancien Régime : la royauté. Quand son regard se porte au delà des frontières de l'Etat belge, ce n'est pas en direction de la France, mais de l'Allemagne rhénane et du Luxembourg, avec lequel, selon *Le Soir*, il file le « parfait amour ». Il veut, avec le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, créer une « Grande Région Sarre / Rhénanie / Palatinat / Lorraine / Luxembourg / Wallonie » (3), projection géopolitique qui, une fois de plus, nie les réalités culturelles au profit d'une vision purement économique.

Mais revenons à Jörg Haider et à l'Autriche. Les propos provocateurs du leader de l'extrême droite autrichienne ne peuvent qu'entraîner la réprobation totale de tous les démocrates. Mais ce n'est pas une raison pour condamner sans nuances les mouvements et partis nationalistes et répandre une odeur de soufre sur toute quête identitaire. La défense des droits de l'Homme ne peut impliquer le rejet des identités nationales et régionales, au nom

d'un universalisme aussi utopique que l'autogestion ou l'espéranto. C'est la différence qui fait la richesse de l'humanité et le respect de l'autre n'exclut pas l'affirmation de soi. C'est vrai pour les peuples comme pour les individus. Le « multiculturalisme » peut être aussi réducteur que certaines formes de nationalisme, car il risque de priver l'homme de ce repère essentiel qu'est l'enracinement dans une terre, dans une culture qui lui est propre. Le nationalisme, c'est comme le cholestérol : il y a le bon et le mauvais. Il ne faut pas détruire le premier pour se prémunir contre le second.

La Communauté française et la Région wallonne veulent, avec raison, promouvoir et enseigner à nos enfants une *nouvelle citoyenneté* basée notamment sur le respect des étrangers qui viennent chez nous. C'est en effet notre devoir, un devoir d'autant plus naturel pour les Wallons que la Wallonie a toujours été une « terre d'accueil ». Mais les immigrés doivent aussi nous respecter et devenir des citoyens *de Wallonie*. Ce n'est pas à une Belgique abstraite qui n'est déjà plus qu'un mythe, mais à leur Région d'accueil qu'ils doivent s'identifier. La citoyenneté est indissociable de la nationalité qui, chez nous, ne peut être que wallonne et française, et non belge puisque - tous les politologues l'admettent - la Belgique est un Etat plurinational et ne constitue donc pas *une* nation comme la France, l'Allemagne ou...la Flandre !

Or, il est frappant de constater que les étrangers que nous accueillons ne deviennent pas des Wallons, mais des nouveaux Belges - comme l'ont fait les germanophones des anciens « cantons de l'Est » -, renforçant ainsi, paradoxalement, un pays artificiel dont la survie retarde l'émancipation de la Wallonie. S'identifier à la « Belgique », c'est s'identifier *à la fois* à la Flandre et à la Wallonie, ce qui, concrètement, dans la réalité vécue, n'a plus guère de sens depuis 1963, année de la fixation de la frontière linguistique.

Notre meilleur rempart contre le racisme et le fascisme, ce n'est pas le frère Etat belge, qui ne peut empêcher le *Vlaams Blok* d'étendre ses ramifications dans toute la Flandre et de réaliser à Anvers un score égal, sinon supérieur à celui du parti de Jörg Haider. C'est la République française,

où l'extrême droite, qui ne cesse de reculer, n'a jamais été et ne sera jamais en mesure de participer au gouvernement national comme c'est actuellement le cas en Autriche. La France n'est-elle pas, par excellence, le pays des droits de l'Homme ? Existe-t-il dans le monde une autre nation qui ait songé à créer un ministère de l'Aide humanitaire, dont le titulaire, Bernard Kouchner, est aujourd'hui l'administrateur civil du Kosovo ? Certes, il y eut Vichy, mais ce ne fut qu'une douloureuse parenthèse due à la victoire provisoire de l'Allemagne nazie. La vraie France, ce n'était pas Pétain, Laval et encore moins la sinistre milice. C'était de Gaulle et les Forces françaises libres, les FFI, le général Leclerc et la 2^e DB. Les résistants et démocrates wallons qui fondèrent la Wallonie libre et le Front wallon pour la libération du pays, précurseur du Front de l'Indépendance, ne s'y sont pas trompés : leur référence était la France libre. Et tout récemment, quelle est la seule ministre d'un autre pays européen qui osa quitter la séance avec la Liégeoise Laurette Onkelinx, lorsque la ministre autrichienne FPÖ prit la parole à la réunion des ministres des Affaires sociales à Lisbonne ? La Française Martine Aubry !

Si nous étions réunis à la France, si Bruxelles y était associée ou bénéficiait d'un statut européen, le danger que représente pour nous, dans le cadre de la Belgique, le *Vlaams Blok*, serait considérablement réduit. Après tout, celui-ci ne veut-il pas d'abord, comme la démocratique *Volksunie*, l'indépendance de la Flandre ?

Laat ons scheiden, nous proposait, il y a peu, Lionel Vandenberghe, le président de l'*Ijzerebedevaartkomité*. Oui, séparons-nous à l'amiable et nous suivrons alors chacun notre destin. Les Flamands regarderont peut-être vers le nord et nous certainement vers le sud. Ce ne sera pas la première fois que nos chemins divergeront. Ce fut déjà le cas pendant la deuxième guerre mondiale où la résistance fut surtout wallonne et la collaboration politique surtout flamande, ou encore en 1950, lors de l'Affaire royale. « Eh bien, allez à la France », avait répondu un député flamand à Claude Eerdekens, après sa fameuse sortie. Oui, allons-y... en restant chez nous !

Car le destin de la Wallonie, son avenir, son salut, n'est-ce pas la réunion à la France humaniste, démocratique et républicaine ? Nous avons la conviction que notre Région y serait bien accueillie, que sa personnalité serait respectée et qu'elle ne serait pas traitée en parente pauvre. En France, la solidarité entre les régions n'est pas un vain mot, elle ne doit pas se négocier constamment comme en Belgique. Démocratie, dignité, épanouissement culturel, solidarité nationale, voilà ce que la solution française garantirait à la Wallonie.

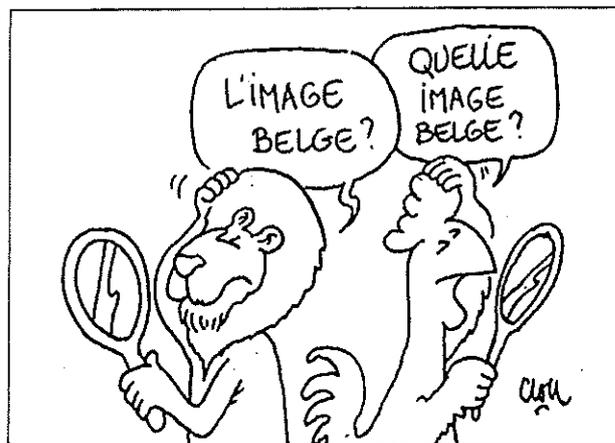
André SCHREURS

- (1) Emission du 9 février 2000 animée par J-L. Delarue.
 (2) RTBF, débat du 27/01/2000.
 (3) *Le Soir* du 3/02/2000 : *Luxembourg et Wallonie, le parfait amour.*

« L'IMAGE BELGE ? »

Il faut « promouvoir notre pays multiculturel et multilingue » a déclaré Albert II dans son dernier discours. Il faut donc revaloriser et développer « l'image belge ». Telle est la mission, « confirmée, proclamée et renforcée », du prince Philippe.

Assez curieusement, l'article de *La Libre Belgique* du 31/01/2000, qui relatait ses propos, était illustré par la caricature que nous reproduisons ci-contre :



UN PS CREPUSCULAIRE

Pourquoi le PS s'opiniâtre-t-il à travailler contre sa propre clientèle ? J'en cherche avec perplexité l'explication rationnelle. Il a saccagé l'enseignement, il livre les services publics aux dérèglementations insensées de la secte maastrichtienne, il ne dit pas un mot contre le tout-monétaire de l'Union européenne qui effare les Américains eux-mêmes et qui prolonge le casse de l'emploi sans parler du creusement des inégalités sociales. On ne l'entend même plus dire que ce serait pire sans lui, tant la *soft ideology* est devenue le fonds où il puise avec les autres quand il daigne s'expliquer. En d'autres temps, ses tribuns brandissaient les foudres de Jupiter pour jeter l'anathème contre ses mécontents, professant d'une voix de tonnerre que le critiquer, c'était faire le jeu de la droite. Il ressemble à la droite aujourd'hui et, si nous avions le bonheur d'être Français, je dirais même qu'on voit luire à droite des éclairs de raison qui devraient zébrer son propre ciel.

Sur un terrain que le belge voudrait autre, mais qui est le même, il a renié une fois de trop la cause wallonne. Il y a peut-être à cela des motifs triviaux, que je m'abstiens d'énoncer dans l'intérêt de la discussion, mais il y manque sûrement une justification tactique. Depuis 1961, le premier parti de Wallonie n'a jamais été aussi fort que lorsqu'il battait l'enclume pour forger l'autonomie wallonne. Et puis, il retournait au belgicisme mû par un gyroscope mystérieux. Jamais pourtant le contraste n'a été aussi criard que depuis l'éclipse de Guy Spitaels. M. Philippe Busquin semblait encore mettre un peu de gêne dans ses abandons et ses volteface. L'avouerais-je ? Il entretenait une petite flamme d'espérance par ses brièvetés oratoires où il fallut hélas ! ne trouver qu'absence de grâce dans l'expression et confusion dans la pensée. M. Elio Di Rupo, intelligent, disert et chaleureux, fait pire, car une foi sincère anime son belgicisme en verbe et en actes. Sans doute lui trouverais-je justement cette sincérité comme circonstance très atténuante si je présidais la Haute Cour d'une Wallonie libérée : comme Leburton, il n'a jamais fait mine de pactiser avec nous. Mais quel désastre que son œuvre ! Dans les symboles, quand il joue au porte-coton de la famille royale - où restent alors les vocalises des chants de révolte qu'il entonne si volontiers ? Dans la politique politicienne, quand il recrée une structure commune avec le SP- un pas que la famille social-chrétienne elle-même n'ose plus franchir !

Dans les réalités consistantes enfin, car sa stratégie de l'immobilisme institutionnel fait long feu comme l'avait prédit le Mouvement wallon : on va parler de l'autonomie fiscale (clair prélude à la scission de la Sécurité sociale) et de la place des Flamands à Bruxelles ; ce ne sera pas, on s'en doute, pour arracher des concessions à la Flandre. Et tout cela pour acheter très cher un ultime sursis pour le royaume, dans l'illusion jamais éteinte que l'hydre du séparatisme thiois, enfin rassasiée, s'assoupira avant l'ultime empiffrement.

Alors, c'est logique, l'usure du PS pourrait bien percer la trame une de ces prochaines années. La popularité de José Happart a déjà bien servi pour recoudre quelques déchirures, mais elle s'effiloche dans les monotopies du Système et dans les courbettes aux princes - se ressaisira-t-il à temps ? L'état-major revendique cent mille membres, armée imposante dans une population comme la nôtre. J'ai eu communication d'un chiffre, donné comme vrai à bonne source, qui est moins glorieux que le décompte officiel. A moyen terme, là n'est pas néanmoins le plus préoccupant : tous les partis de masse et aussi les organisations parapolitiques subissent la contraction des effectifs, phénomène dont l'analyse est loin d'être bouclée. Il est seulement juste d'observer que le régime des élections à la représentation proportionnelle, comme celui de la Belgique, favorise la montée de l'indifférence civique en obligeant les formations à renier leur programme dans les combinaisons du pouvoir. La coalition fédérale actuelle en est un exemple parfait, tant la mélodie de la pensée unique y a étouffé la petite musique des idéologies.

D'autre part, le PS vieillit et c'est plus préoccupant pour lui. *Le Monde* du 15 janvier essayait de quantifier cette évolution pour les socialistes français qu'elle afflige également. Même en tenant compte des disparités démographiques, il est probable que la tendance est plus accentuée chez nous. Elle se marque dans le faible renouvellement des décideurs et dans la difficulté de faire place davantage aux jeunes et aux femmes comme le voudrait le président. L'âge n'est certes pas un bon paramètre de l'efficacité. Clémenceau et Churchill étaient plus chargés d'ans que les caciques de notre PS quand ils se couvrirent de gloire. Mais le vieillissement des troupes et des cadres devient une hypothèque lorsqu'il accompagne des politiques périmées.

Or, c'est là que s'écoule la vitalité du PS. Il ne change plus rien à rien et il n'arrive plus à défendre ce qu'il voudrait conserver. Comme toute la social-démocratie européenne, il s'enlise dans le marécage du traité de Maastricht qui a transféré aux banquiers d'énormes responsabilités stratégiques et dépouillé les Etats de leur panoplie de régulation. Mais aussi, comme ne le fait pas son associé flamand, il s'est remis à raisonner à l'échelle belge sur des problèmes dont seules des solutions wallonnes peuvent convenir à l'intérêt wallon (même chose d'ailleurs pour les problèmes bruxellois). Objectera-t-on que sa place sur l'échiquier du pouvoir n'est pas encore menacée puisqu'après tout le PRL et le PSC baignent dans le même jus et que ce dernier décline sous le poids de son archaïsme confessionnel dont se détournent même la plupart des catholiques pratiquants ? Il y a une réponse structurelle à cette question : les partis traditionnels totalisent de moins en moins de voix dans le corps électoral francophone (et c'est vrai aussi pour la Flandre). C'est donc que celui-ci attend un changement et il ne faut pas chercher plus loin - même en « lissant » le facteur circonstanciel de la crise de la dioxine -, l'explication de la montée en force d'Écolo. Inévitablement d'autres forces surgiront, probablement plus durables, car plus enracinées dans les réalités sociales et je ne trahis pas un grand secret en écrivant que le nouveau parti de M. Gendebien compte bien profiter de la morosité ambiante. Conglomérat d'intérêts qui s'ajustent aux mouvements de l'économie et de la société, le PRL a des réserves d'avenir. Le PS, lui, est un parti que marque fortement sa doctrine, d'où il tire ses militants et ses électeurs. Or, une partie de celle-ci est inadéquate au monde moderne. Il se résoudra difficilement à la rogner explicitement, car sa symbolique en subirait des amputations douloureuses pour ses fidèles. Mais après tout, personne n'y croit plus et il suffit à ses dirigeants actuels de la rouler un peu plus dans ce que Renan appelait le linceul de pourpre où dorment les Dieux morts : leurs pré-décèsseurs ne furent pas manchots à cet exercice !

Pour paraphraser Jaurès, il reste une flamme vive sur l'autel des ancêtres, nettoyé de ses cendres : cette idée que l'homme doit rester l'architecte de son destin et que la société, qui le rend plus fort, a droit à des égards que ne doit point monopoliser l'individu. Seulement, il faut la joindre à l'idée de nation, expression la plus puissante parce que la plus immédiatement compréhensible et opératoire

du concept de solidarité. Voilà pourquoi la pensée unique, qui déstructure les Etats, veut aussi - en se gardant de le proclamer - abolir les nations. Dans son livre magnifique *L'Illusion économique - Essai sur la stagnation des sociétés développées* (1), Emmanuel Todd ne craint pas de montrer que les luttes sociales contre les fléaux qu'elle engendre sont « un élément nécessaire de la réémergence de l'idée nationale ». Celle-ci donne son plein sens aux notions d'indépendance et de progrès - pas seulement social mais moral. L'auteur met également en lumière à quel point « l'antinationalisme » est un message de passivité et de résignation à tous les malheurs - le contraire du génie français : « Le retour au cadre traditionnel de sécurité sociale et mentale qu'est la nation autoriserait la reprise de grands projets technologiques ». Il induit aussi une réflexion en profondeur sur les angoissants problèmes de l'insécurité et de l'immigration et il est urgent que ceux qui l'entreprennent ne soient plus assimilés à des allumeurs de chambres à gaz sous peine de voir un jour la démagogie tirer les marrons d'un feu qui s'étend.

Le PS saura-t-il passer de la social-démocratie au jacobinisme ? Je le souhaite parce qu'il tracerait alors une voie courte vers l'affranchissement de la Wallonie et dans le cadre volontariste si cher à la tradition française. Todd nous en avertit lucidement : « C'est en France que se joue l'affrontement idéologique majeur. La presse internationale le sent bien, qui décrit les soubresauts de plus en plus fréquents et violents du système français comme ayant un sens à l'échelle planétaire ». Mais en alla-t-il jamais autrement de l'histoire de France depuis 1789 ?

Nous sommes, nous aussi, des acteurs de cette histoire. Au seuil d'un nouveau siècle dont le gros enjeu pourrait bien être la reprise du contrôle politique sur une technologie, certes globalement bienfaisante, mais qui accumule, sur les générations à venir, des fardeaux de nuisances et des foules d'interrogations (les manipulations génétiques, par exemple, ne sont-elles pas le balai de l'apprenti-sorcier ?), le combat wallon rejoint le service de l'humanité en donnant toute leur modernité aux valeurs françaises et républicaines de l'Etat-nation.

Jacques ROGISSART

(1) Paris, Gallimard, coll. Folio, 1998.

SORTIE DU TOMBEAU EN VUE

Personnalité difficile à cerner que celle du Wallon. Ce produit du Moyen Age prend, dirait-on, un malin plaisir à ne pas se définir. Il a eu son heure de gloire, sous l'étiquette belge, plutôt son siècle de gloire à l'époque où il était à l'avant-garde industrielle de l'Europe continentale. Il répugne encore souvent à se situer ailleurs que dans un présent précaire. La raison d'Etat lui interdit jusqu'à présent de sonder son passé et d'interroger l'avenir. La raison d'Etat belge évidemment.

La Belgique a ceci de caractéristique qu'elle constitue un Etat et non une nation. Réactions diamétralement opposées de ses composantes majeures : les Flamands revendiquent de plus en plus une identité nationale, les Wallons s'abstiennent de poser la question.

Apparemment, la Communauté Wallonie - Bruxelles, de Belgique jusqu'à nouvel ordre, suffit. Au lieu de regarder vers le large, le Wallon se complaît dans un petit monde étriqué mais rassurant parce que familier. Il navigue à vue et s'en contente. Il n'est pas sorti du Moyen Age.

En fait, la Wallonie, qui a été conçue dans la matrice belge, n'est qu'un agrégat de petites communautés de langue française, dont la principauté de Liège, d'ailleurs bilingue, constituait le fleuron. Sauf les Liégeois tournés de longue date vers la France, les autres Wallons se bornaient à faire acte d'allégeance à des suzerains étrangers et ne s'embarrassaient pas de leur appartenance nationale. N'étaient-ils pas administrés en français ? Les choses se gâtèrent quand le roi Guillaume prétendit imposer l'usage du néerlandais. Et ce fut la divine surprise de la révolution de 1830 qui, effaçant au plan linguistique pour plus d'un siècle les conséquences de la défaite de Waterloo, allaient donner aux Wallons l'illusion de régenter l'Etat. Le mythe d'une nation belge, étoffé par deux invasions, allait perdurer plus d'un demi-siècle avant d'être remplacé par celui du fédéralisme, reportant à plus tard une option fondamentale que les Wallons ne peuvent esquiver.

Les Wallons ne vont pas demeurer confinés dans le cadre de la Belgique pour la simple raison que le contexte international a changé du tout au

tout. La Grande-Bretagne n'est plus une île que de nom depuis le creusement de l'Eurotunnel, la France et l'Allemagne sont les piliers de l'Union européenne, et, pour peu que voie le jour une politique imaginative de rapprochement entre la France et les Pays-Bas, le traité de Vienne pourrait être rangé au rayon des vieilles lunes. Libres de leurs mouvements, Wallons et Flamands pourraient prêter la main à un règlement équitable des garanties à accorder aux minorités linguistiques autochtones, la vocation européenne de Bruxelles étant définitivement confirmée.

Un avantage de la transition fédérale que nous sommes en train de vivre aura été de mettre en lumière les faiblesses d'une société wallonne en mal d'identité. Le carcan de la Communauté rassemblant les élus du Centre et du Sud bride un parlement namurois incapable d'exploiter les atouts de la décentralisation. Est-ce à l'étage supérieur que vont continuer à se prendre les décisions d'ouverture sur l'extérieur ? Les partis vont-ils se résoudre à lever l'embargo sur un thème fondamental pour les Wallons, celui de la relation à la France ?

Sans doute s'y résigneront-ils contraints et forcés après la gifle que viennent d'administrer aux pouvoirs publics quatre universitaires (1) chargés par eux d'examiner le projet de contrat d'avenir pour le Sud. Camouflet d'autant plus retentissant qu'il émane de membres des quatre Universités de langue française, qu'il s'adresse à leurs mandants et qu'il constitue la première manifestation collective d'impatience de représentants de l'intelligentsia wallonne depuis la fin de la guerre contre le système claustral imposé à la Wallonie.

Que dit le message placé en tête de la synthèse des propositions citoyennes voulues par nos petites excellences sous le titre dépourvu d'ambiguïté : "Une Wallonie tournée vers l'extérieur" ? "Le Gouvernement doit mener une politique *extérieure* plus active, en particulier afin de mieux faire connaître la région et de favoriser son ouverture sur le monde. Sans être exclusive, la Région wallonne devrait avoir des relations privilégiées avec la France. On ne peut que regretter l'absence de la Wallonie dans les différents milieux français, alors que le Québec y

est très présent, en particulier dans le domaine de la coopération scientifique”.

Plus lourd encore de signification est le jugement porté sur la passivité des Universités et formulé en tête également des propositions d'amendements au projet du Contrat d'Avenir. Il est sec comme un coup de trique : “ ... il est regrettable de constater l'absence de suggestions, avis et commentaires en provenance des Universités qui représentent pourtant une catégorie d'acteurs directement concernés par le projet ”.

Partis et Universités, enfin des piliers du régime pris à partie ! On pourrait leur adjoindre une presse wallonne faiblarde, des médias auditifs et télévisuels attentifs aux consignes venant d'en haut, un enseignement où l'histoire des Wallons brille par son absence... Et l'on s'étonnerait de la prostration des Wallons ? Nous n'allons pas continuer à nous

singulariser plus longtemps en étant les seuls Européens à refuser de nous interroger sur notre nationalité par attachement sénile à une Belgique devenue inutile. Le débat s'impose. Il n'est refusé que parce que son issue n'est pas douteuse : nous sommes une branche de la nation française. Resteront à examiner les conditions d'un regroupement familial en prenant en considération tous les éléments d'un dossier complexe. Mais n'anticipons pas. L'Europe, pour nous Wallons, c'est d'abord et avant tout la France, une France plurielle, riche de composantes diverses. La porte s'entrouvre, il va falloir l'ouvrir toute grande.

André PATRIS

(1) Henri CAPRON (Université de Bruxelles), Benoît MAHY (Université de Mons - Hainaut), Bernard THIRY (Université de Liège) et Jacques THISSE (Université de Louvain - la - Neuve).

DES TRAVAILLEURS WALLONS POUR LA FLANDRE ?

Le ministre wallon de l'Emploi, M. Michel Daerden, vient d'avoir une idée de génie ! Dans le cadre des grandes retrouvailles entre le PS et le SP, il va signer, avec son homologue flamand, un accord sur « la formation technique et linguistique des demandeurs d'emploi » (Cf *Le Soir* du 1à/02/2000).

En clair, cela veut dire que les chômeurs wallons pourront recevoir en Flandre une formation professionnelle pointue et y apprendre le flamand en vue d'y décrocher un emploi. Cela fera sans doute quelques bons Belges « multiculturels » de plus, à moins que, perdant ce qui leur reste encore de dignité, les chômeurs wallons ne se laissent tout simplement flamandiser. Et devinez qui appuie ce beau projet ? La Fondation Roi Baudouin, pardi !, qui prendra en charge les frais de transport et de logement pendant la (dé)formation...

Voici encore un bel exemple de la mentalité de certains dirigeants actuels du PS. C'est donc cela, le fameux « contrat d'avenir pour la Wallonie » et la modernité annoncés à grand fracas par le

ministre-président wallon ? Les grands leaders socialistes wallons de l'après-guerre - Joseph Merlot, François Van Belle, Fernand Dehousse, André Renard - doivent se retourner dans leur tombe.

Daniel LANIER



LA WALLONIE VA-T-ELLE SAUVER LA FRANCE ?

Les répercussions internationales de la réunion à la France

Deuxième partie (1)

L'heure est-elle venue pour les Wallons de sortir de l'ombre pour sauver la France?

Faisons un rêve, prenons un pari : la réunion à la France de sa minorité wallonne, après l'implosion de la Belgique, sera le point de départ d'une refondation de l'identité française.

Parions que le futur agrandissement de la France jusqu'aux portes de Bruxelles, de Maëstricht et d'Aix-la-Chapelle, ne se fera pas par inadvertance, il doit être l'occasion d'un *choc psychologique décisif* sur les Français d'abord, sur les Européens ensuite. Cette réunification à la française sera l'événement politique majeur du début du siècle prochain ; il inaugurerà une période de renaissance pour la France et, par conséquent, de reconstruction de l'Europe sur de nouvelles bases.

Retour aux sources de la France

Comment imaginer, en effet, que l'irruption de trois millions et demi de nouveaux compatriotes soit sans conséquence sur l'esprit des Français et sur le destin de l'Europe?

Les Wallons réunis à la République devraient donner aux Français l'occasion unique de repenser et de réaffirmer leur identité, de retrouver une nouvelle confiance en soi, source d'essor économique et civilisateur, d'exprimer pacifiquement la puissance d'attraction de la France et la nécessité de son contrepoids face aux hégémonies déclarées et déguisées.

Les nations peuvent plier, elle ne meurent pas sous les lois, elles n'étouffent pas sous l'Argent. Regardez! Regardez la France nouvelle, voici la preuve vivante! En ce jour, en cette heure où la France doute et vacille, les Wallons peuvent et doivent lui apporter le seul viatique dont ils disposent : la rendre à elle-même; lui rendre son âme. Comment? En lui restituant la terre où elle naquit et d'où partit l'aventure française : Tournai en terre picarde, capitale du roi Clovis, avant qu'il s'élance vers Paris ; le Pays de Liège où prit racine le tronc de la dynastie des Pépin, de laquelle naquit

Charlemagne, roi des Francs, empereur d'Occident. Entre ces deux hauts-lieux de la plus antique mémoire française, s'étendent les collines soyeuses du Condroz, les froncements de l'Ardenne, la plaine de Picardie : la Wallonie, marche romane.

À la faveur de la redécouverte en terre wallonne des sources de sa fondation, la France retrouvera aussi la source du secret de son étonnante fécondité spirituelle. À travers les temps, la France est d'abord une *volonté* qui se traduit par une *politique*.

Cette volonté française, qui semble depuis trop longtemps comme emmêlée dans les rets d'un Empire anglo-germanique à masque d'Europe (voyez le nouvel axe boursier Londres-Francfort), les Wallons "rattachés" pourraient lui donner l'occasion de s'exprimer à nouveau en Europe et dans le monde.

Il s'agirait en somme d'un échange fraternel : la France donne aux Wallons l'assurance affective et la sécurité matérielle, leur vraie patrie, une fierté nationale, un prestige, une présence au monde ; en rendant à la France le territoire de ses origines, la Wallonie rebaptise celle-ci dans l'eau de sa source franque et, par un effet de miroir, lui tend l'image purifiée de son véritable visage, lui offre une conscience nationale rénovée, une volonté régénérée, un esprit de conquête retrempe.

Succursale ou maison-mère?

La réunion de la Wallonie à la France impliquera donc aussi une remise en question radicale du mode de fonctionnement des institutions et des présupposés mercantiles et anti-nationaux de la construction européenne depuis une vingtaine d'années.

Ne craignons pas d'affirmer que si un jour, comme on le souhaite en haut lieu, l'Europe parle "d'une seule voix", ce sera d'abord pour ne rien dire qui fâche quiconque, et quand elle se hasardera à dire un mot, ce sera de préférence dans la langue de Washington (ce qui ne serait qu'un demi-mal)

pour avouer inévitablement (ce qui serait inadmissible) qu'elle suit une politique de succursale, une politique décidée ailleurs et par d'autres, la politique de l'Amérique. Qu'on le veuille ou non, la question belge, comme une balle affolée, va bientôt faire irruption dans le jeu de quilles européen, avec les conséquences probables sur l'Europe que l'on vient d'esquisser. Sachant cela et le redoutant, certains (en France même) essayeront à tout prix d'empêcher le collapsus de la Belgique et la réunification française qui s'ensuivra.

Ne nous trompons pas d'adversaire : résisteront jusqu'au bout aux guichets du "petit paradis international" belge tous ceux qui, selon l'effrayante expression consacrée, considèrent encore la Belgique, comme le "laboratoire de l'Europe", comme la plaque tournante de leurs intérêts entrecroisés, comme l'éprouvette des fantasmes mélangistes qui réduisent à une symbolique fusionnelle l'intégration nationale par la civilisation, par l'histoire et par la volonté, tout ce dont la Belgique est précisément et décidément dépourvue.

En effet, ce pauvre pays n'a pu subsister sous l'œil de ses maîtres germaniques sans nier l'existence des deux nations qui le composent : la nation flamande et la nation française représentée par les Wallons. Nier les nations et elles vous sautent à la figure.

Sans une conversion rapide à l'évidence historique et culturelle (Flandre flamande, Wallonie française, Bruxelles bilboquet européen), la Belgique ne cessera de confirmer son titre de "champ de bataille de l'Europe", bien plus, elle deviendra — elle est déjà! — le terrain de manœuvres de la guerre à venir : la ligue des féodalités financières contre l'équité de l'État, l'Empire mondial contre la Nation souveraine, l'Argent contre l'âme.

Comprenons bien qu'il ne s'agit pas pour nous, Français de l'extérieur, de nous renfermer sur un territoire national forcément étroit et de tourner le dos à l'immense chantier de la coopération entre les peuples européens ; il ne s'agit pas non plus de promouvoir, au nom du "complexe d'Astérix", une insurrection mentale contre les techniques les plus modernes de communication et l'interactivité éco-

nomique qui les accompagne et les stimule. Nous devons, au contraire, nous approprier d'urgence ces outils neufs et les exploiter au mieux de nos intérêts.

Nous n'avons pas attendu l'invention de l'aviation pour voyager, et celle de l'électronique pour commercer avec le bout du monde.

L'horreur politique

L'horreur n'est pas d'abord économique, elle est politique : le nouveau pouvoir mondial s'appuie sur une maîtrise maximale des jeux économiques et financiers, couplée à une maîtrise suffisante du jeu politique. Les pouvoirs politiques tendant à se soumettre peu à peu, de gré ou de force, aux "lois du marché", ce sont les peuples qui risquent par conséquent d'être privés peu à peu de la maîtrise de leur destin.

C'est dans ce cadre-là que s'inscrit notre ambition : jeter, avec la France et sous son impulsion, les bases d'un projet européen qui respecte la première des réalités européennes : les nations et les peuples qui les composent. Rien n'est à inventer : la substance de cette Europe des patries est décrite dans feu le "plan Fouchet", accepté en son temps (1961) par la France et l'Allemagne, amendé par l'Italie et finalement torpillé par... la Belgique, fidèle cotisante à l'"autre" Internationale. La marche en avant de l'Europe s'est déroulée en opposition tacite à ce projet réaliste et digne.

L'idéologie européenne actuelle, encerclée et poussée dans le dos par la vague mondialiste, autant dire simili-américaine, est illusoire et dangereuse : illusoire car elle se bâtit sur les faux dieux de l'argent, illusoire car la seule richesse qui vaille et qui tienne ce n'est ni l'argent ni même la puissance économique, ce sont les *hommes*, regroupés en nations ; dangereuse, car cette illusion mène à une frustration permanente des intérêts légitimes des peuples qui ne veulent pas perdre leur âme : ne risquent-ils pas un jour de se rebeller contre un pouvoir "globalitaire", sans nom et sans visage?

Un pouvoir dont l'ONU serait le parlement-croupion, l'OTAN le bras séculier et l'euro-dollar la griffe...

Comprenne qui pourra : autrefois, lorsque le monde était vaste, un pays (le Portugal, l'Espagne, la France, l'Angleterre) pouvait s'aviser de conquérir tout seul un demi continent ; à présent que le monde a rétréci par la vertu des aéronefs et des circuits électroniques, il est décrété irresponsable d'oser s'y aventurer seul et dans le noir.

Il est interdit aux nations de vivre leur vie, il est punissable de marcher non accompagné, il est illégitime de se défendre sans se déguiser en infirmier ou sans exhiber un port d'arme dûment estampillé à New York. Le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, l'Organisation des Nations Unies et autres philanthropes veillent, au nom de la *Société Anonyme Humanité*, sur le bon ordonnancement de notre bonheur collectif : quelle prévenance ! On se charge même de notre sécurité : quelle bonté ! On voudrait recycler les nations comme des vieux métaux : quel mépris ! On amalgame, on intègre, on rabiboche les patries comme des entreprises en difficulté, en même temps qu'on délocalise, décentralise, redéploie les entreprises, comme des patries en devenir. Paix, ordre, tranquillité : Mammon règne sur le monde.

Voulons-nous vraiment que l'Europe idéale soit celle-ci ? Une langue unique : l'anglais ; une monnaie unique : l'euro ; une loi économique unique : faire du fric ; une politique sociale unique : marche ou crève ; une politique internationale unique : celle des États-Unis d'Amérique ?

Quant aux diversités culturelles des nations européennes, difficilement destructibles, si elles ne sont pas vivifiées par la création et le génie des peuples, elles seront bientôt couvertes du lierre des ans ; elles serviront alors de décor exotique aux reconstitutions historiques et procureront quelques instants d'émotion au voyageur intercontinental qui trouvera un charme aimable à nos ruines médiévales.

On nous parle d' "ouverture", de "tolérance". Certes. Mais la vraie tolérance s'apprend à l'école de la différence et non à celle de l'indifférence ; la différence, la magnifique et douloureuse différence, c'est l'Europe des nations.

La tolérance, dans sa version internationale, ne consiste pas à éliminer d'abord les différences nationales sous le rabot d'une idéologie implacable ; la tolérance et le progrès de la civilisation consistent à surmonter ces différences par le haut,

au nom d'un intérêt supérieur, celui du bien commun des peuples et, en fin de compte, du bien commun de l'humanité.

La tolérance n'est d'ailleurs pas une fin en soi, elle doit être l'instrument d'une construction éthique et politique du monde. L'europanisme supranational, c'est le mondialisme en petit, et le mondialisme, c'est le contraire de la fraternité.

Les vertus européennes de la réunification française

En conclusion, la réunion de la Wallonie à la France dépasse amplement l'aspect d'un simple agrandissement territorial de la France.

Bien plus, cette réunification française ne pourra manquer de frapper durablement les imaginations ; elle pourrait permettre aux Wallons de déclencher en France et en Europe un réflexe de résistance, la certitude que rien ne peut se faire contre la volonté des peuples, volonté qui serait l'occasion de rebâtir, avec la France et à son instigation, une Europe nouvelle, une Europe européenne, composée de nations solidaires, respectées et indépendantes, une Europe où les honneurs nationaux et les intérêts légitimes attisent l'émulation de tous ; une Europe qui soit comme le défi de la civilisation à la barbarie, un puissant pôle d'équilibre dans le monde et un modèle de coopération entre des peuples libres.

Les Wallons vont-ils se contenter d'observer du dehors le déclin de la France, en témoins impassibles ?

Vont-ils passer à côté de leur destin ? Ils ne pourront plus, cette fois, évoquer les fatalités géopolitiques d'antan, leur minorité démographique face à la Flandre, l'égoïsme servile de leurs élus. Une tâche historique les attend... s'ils le veulent.

Tout cela doit arriver avant que cette génération ne passe.

Pierre MELON
Août 1998.

(1) La première partie de cet article a été publiée dans le n° 28 de *Wallonie-France* (janvier-février 2000).

BILLET SUR LA FRANCOPHONIE

LE FINANCEMENT DE LA FRANCOPHONIE

Selon une réponse récente au Sénat du ministre français délégué à la Coopération et à la Francophonie, le dernier budget propre aux institutions de la Francophonie s'élève à 1.061.380.782 FF. Rappelons en passant, et pour garder la même référence monétaire, que le gouvernement français prévoit une dépense de 4 milliards de FF pour réparer les dégâts de la tempête et de la marée noire de décembre 1999, et qu'une réduction des impôts et des charges en France atteindrait 120 milliards de FF de 2001 à 2003. Ce budget annuel de 1 milliard de FF pour la Francophonie concerne uniquement le volet multilatéral de son action, à l'exclusion des coopérations bilatérales des Etats-membres, souvent plus coûteuses, qui relèvent d'une politique nationale distincte. Ainsi l'Agence française pour l'enseignement du français à l'étranger consacre 1,5 milliard de FF à la réalisation de ses objectifs, ou encore citons le coût de l'action culturelle internationale de notre Communauté française de Belgique dont les dépenses répondent à ces choix bilatéraux.

Voici le tableau des institutions et des opérateurs qui relèvent des budgets multilatéraux de la Francophonie :

1. les Instances de la Francophonie, comprenant la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant le français en partage (le « Sommet »), la Conférence Ministérielle de la Francophonie (CMF), le Conseil Permanent de la Francophonie (CPF) ;
2. le Secrétariat général de la Francophonie ;
3. l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie (dite « l'Agence ») ;
4. l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie ;
5. les Opérateurs reconnus par les Sommets, à savoir : a. l'Association des Universités partiellement ou entièrement de langue française / Université des Réseaux de langue française (AUPELF / UREF), dénommés Agence universitaire de la Francophonie ; b. TV5, la télévision internationale francophone ; c. l'Université Senghor d'Alexandrie ; d. l'Association internationale des Maires et Responsables des Capitales et des

Métropoles partiellement ou entièrement francophones (AIMF).

Chacune de ces structures assume ses fonctions et programmes propres, dont il est évidemment rendu compte.

Relevons les poids budgétaires des principaux acteurs de la Francophonie.

En vue de réaliser des programmes communs de coopération, il a été créé à Dakar, au Sommet de 1989, un Fonds Multilatéral Unique (FMU) qui absorbe 5 % du budget. Par lui, transitent les contributions volontaires des Etats-membres destinées aux institutions de la Francophonie. Ces sommes couvrent soit une programmation générale (contributions déliées), soit des projets nouveaux ou des actions particulières de l'Agence (contributions liées), soit encore des projets particuliers choisis par des opérateurs spécialisés. Les fonds versés par les Etats émanent souvent de différents ministères. Pour la France, par exemple, ils proviennent des Affaires Etrangères, de la Coopération et de la Francophonie, de la Culture, de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie, de la Justice, de la Jeunesse et des Sports... La France couvre ainsi les 3/4 du budget général du FMU. Suivent, en ordre décroissant, le Canada, le Québec, la Communauté française de Belgique, la Suisse, le Nouveau Brunswick et Monaco.

L'Agence Intergouvernementale de la Francophonie est l'organisation principale qui assume les coopérations culturelles, scientifiques, techniques, économiques et juridiques décidées par les « Sommets ». Son budget est de 32 % du total des ressources de la Francophonie, supporté en ordre décroissant par la France, le Canada, la Communauté française de Belgique et la Suisse. 37 autres pays en assument moins de 1 %. Près de 70 % des crédits sont affectés à des dépenses de programmes et un maximum de 30 % aux frais de fonctionnement.

>>>

TV5 pèse pour 44 % dans le budget global de la Francophonie : la contribution de 52 Etats-membres représente 85 % des ressources de TV5.

L'Agence Universitaire de la Francophonie (AUPELF - UREF) représente une charge de 15 % des budgets, en ce compris le Fonds International de Coopération universitaire (FICU).

L'Assemblée Parlementaire de la Francophonie compte pour 0,2 %.

L'Université Senghor d'Alexandrie prend 1,6 % dont les 4/5 sont à la charge de six Etats et Gouvernements, le solde étant financé par deux partenaires privés : EDF (France) et Power Corporation (Canada).

L'AIMF couvre le solde (3.1 %) outre les Jeux de la Francophonie ainsi que les Conférences des Ministres de l'Education et de la Jeunesse et des Sports. Souvent d'importants arriérés affectent les contributions à l'Agence, ou encore apparaît un décalage sensible entre la promesse d'un versement et sa réalisation ce qui paralyse certaines program -

mations. Soulignons cependant que, depuis le premier Sommet de Paris en 1986, le montant total des crédits s'est trouvé majoré de plus de 400 % ! Mais ces sommes représentent moins de 4 % du total des contributions des pays francophones du Nord aux diverses institutions internationales multilatérales comme l'ONU, l'Union européenne, le FMI, la Banque Mondiale et autres...

Telle n'est pourtant pas l'ambition de la Francophonie dont la pluralité fraternelle fait toute la singularité, en regard d'une mondialisation uniforme. Elle se veut, à son rang, une force originale de solidarité, de démocratie et de propositions dans la civilisation universelle.

Encore faut-il lui en donner les moyens !

Pierre BERTRAND
Sénateur honoraire

DIX CITOYENS CONTESTENT LE PRIVILEGE DU DUC DE WELLINGTON

Le 7 juillet 1815, le roi Guillaume 1^{er} des Pays-Bas confère le titre de prince de Waterloo au vainqueur de Napoléon, Arthur Wellesley, duc de Wellington. Le 29 septembre suivant, une loi accorde une dotation annuelle de 20.000 florins (1) et, en outre, l'usufruit de plus de 1000 ha de terres cultivables.

Comme le titre et ses avantages pécuniaires sont transmissibles, les descendants mâles ont touché jusqu'en 1988 une rente heureusement non indexée de 80.000 FB. En compensation, depuis cette date, le duc actuel (8^e du nom), a reçu, en pleine propriété, 25 ha de bonne terre.

Comme on le voit, l'esprit de l'Ancien Régime plane encore sur nous !

Outré de voir perdurer cette situation anachronique, le sénateur honoraire Jean-Emile Humblet, a pris l'initiative de contester ce « droit » et, avec neuf autres contribuables, vient de lancer une citation contre l'Etat belge. Les plaignants, qui réclament 100.000 FB de dommages et intérêts (2), espèrent que le tribunal de première instance de Bruxelles consultera la Cour d'arbitrage. Cela a eu le mérite de mettre ce dossier sur la place publique car la presse belge (notamment *Le Soir*, *la Libre Belgique*, *Vers l'Avenir* et *La Nouvelle Gazette*), française (*Le Figaro*), anglaise (*The Times*) et néerlandaise (*De Telegraaf*) en a abondamment parlé.

(1) Soit 42.328 francs-or. Rappelons qu'à l'époque, un ouvrier qualifié gagne 1,50 franc par jour de travail, soit environ 400 fr. par an. La dotation princière permet donc à son bénéficiaire de percevoir chaque année, sans lever le petit doigt, l'équivalent du salaire d'une bonne centaine d'ouvriers !

(2) S'ils obtiennent gain de cause, les plaignants ristourneront les 100.000 FB à une association caritative ou à une association historique s'occupant du champ de bataille de Waterloo.



EXECUTER SANS REFLECHIR ?

Ainsi donc le président du *Vlaams Economisch Verbond*, M. Charles Vinck (qu'il me pardonne de lui restituer le prénom du temps où, selon ses dires, il souffrait encore « d'être flamand »), a mis le doigt sur la différence profonde entre les Flamands et les Wallons.

Je le cite : « Quand le comité de direction prend une décision, le Flamand se lève et l'exécute immédiatement. Le Wallon reste deux heures à discuter et commenter, puis se lève et exécute l'ordre avec la même productivité et la même qualité. » Bref, deux heures de perdues. Multipliez par le nombre de travailleurs et vous obtiendrez la clé du retard relatif de la Wallonie.

Bon Dieu, mais c'est bien sûr. Comment n'y avait-il songé plus tôt ? Ah ! les patrons - merci, patron - devraient bien être reconnus, enfin, au titre de sociologues, de philosophes et de penseurs de notre vingtième siècle expirant. Quelle lucidité, quelle clairvoyance !

Evidemment, il ne viendra jamais à l'idée de M. Vinck que la directive du « Comité de direction » puisse s'avérer discutable, car, n'est-ce pas, doté d'une omniscience en quelque sorte divine, cet aréopage ne saurait se tromper. Prière, vous là-bas, de ne pas confondre les officiers d'Etat-Major et les fantassins de première ligne. Rompez...

Et si, au contraire, ce « rationalisme latin » (*sic*) était tout compte fait le meilleur gage d'un travail efficace ? Les ouvriers wallons (ou français, ou italiens...) furent traditionnellement appréciés pour leur esprit d'initiative.

Du domaine économique au domaine moral, on a vu naguère certain cas où, comme le chantait Brassens (tiens, un Méditerranéen, lui aussi), « mieux vaut tourner sept fois sa crosse dans sa main ». Mais tous les Flamands, j'en suis convaincu, refuseraient d'obtempérer à la ritour-

nelle que leur susurrent benoîtement de tristes pinsons (1) venus du Nord : « Tirez d'abord, vous réfléchirez ensuite » (2).

Marc Wilmet
Professeur de linguistique à l'ULB

(1) *Vinck* signifie « pinson » en néerlandais.

(2) Lettre adressée au *Soir* et dont M. Wilmet nous a remis le texte pour publication dans *Wallonie-France*

* * *

D'une lettre de M. Denis Griesmar, de Saint-Félix (dép. de l'Oise), qui a beaucoup apprécié la conférence organisée le 8 décembre à l'Assemblée nationale à Paris et à laquelle il a assisté, nous vous livrons cet avis :

Votre revue mérite tous les éloges, tant pour la variété de ses articles que pour la profondeur de ses analyses, qui font le nécessaire travail de retour sur soi, parfois douloureux, mais seul susceptible de dégager une voie pour l'avenir.

(...) Le malaise actuel de la Wallonie, un temps masqué par la prospérité industrielle, a des racines trop lointaines pour être balayé d'un coup. D'où la nécessité d'une analyse sans complaisance. L'indispensable lucidité fera gagner du temps et ouvrira la voie à la réunion de la Wallonie à la France. Les réalités humaines finiront par prévaloir sur les partages carolingiens et les conséquences de la bataille de Waterloo ! Mais le temps presse, surtout dans la périphérie bruxelloise (...) J'ai la conviction que dans cette affaire wallonne se joue l'avenir de notre nation, et même de toute nation, face à la mondialisation débridée qui représente l'impérialisme d'aujourd'hui. Il ne faut donc pas se tromper d'adversaire et il n'est pas interdit de réfléchir à une réconciliation entre francophones et néerlandophones, une fois qu'aura été satisfait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

M. Griesmar est engagé dans la défense de la langue française, en particulier contre l'offensive anglo-saxonne visant à l'éliminer de domaines stratégiques comme les brevets d'invention.

UN NOMBRE VARIABLE POUR UN SIMPLE BAISER DE CONVENANCE

La récente 'Joyeuse Entrée' du duc et de la duchesse de Brabant en province de Liège a suscité l'émission d'approximations pour le moins variables dans les médias d'obédience belge quant au nombre exact des personnes ayant assisté, place Saint-Lambert, au désormais célèbre « baiser de la Cité Ardente » (c'est ainsi que *Le Soir illustré* du mercredi 26 janvier a cru bon de titrer la 'une').

Tandis que, lors de la retransmission télévisuelle, les commentaires de la RTBF nous annonçaient, sans guère nous donner l'occasion de vérifier *de visu*, la présence d'environ 10.000 royalistes enthousiastes, chiffre que confirma RTC dans son journal télévisé régional, François de Brigode, le béat présentateur du journal télévisé ertébéen, osa - sans les réserves policières d'usage ! - citer le chiffre de 17.000 spectateurs ; enfin, cerise sur le gâteau, *Le Soir illustré*, avec le retard dû à sa condition d'hebdomadaire, glissa le commentaire selon lequel « douze mille enfants se mêlaient à une foule estimée à 20.000 personnes », sous la reproduction d'une des nombreuses (mauvaises) photographies parsemant un compte rendu *people* et circonstancié d'une banale et froide 'Joyeuse Entrée' de plus.

Bref, les Liégeois étaient, selon les sources, entre dix et vingt mille à n'occuper, au grand maximum, que la moitié de la place Saint-Lambert, ainsi que le montra une image aussi furtive qu'éclairante que RTC omit de censurer... A dire

vrai, on est en droit de se demander s'ils étaient seulement 5.000 !

Le seul point 'statistique' sur lequel tous les médias présents semblaient s'accorder était la *dis*-proportion d'enfants présents dans la foule venue acclamer le ci-devant couple 'qui-va-sauver-la-Belgique-à-lui-tout-seul'. Des enfants d'école primaire, des enseignements libre et officiel, déjà « fervents monarchistes » malgré leur jeune âge, avaient été réquisitionnés par leurs maîtres et maîtresses pour remplir les vides que l'indifférence de leurs parents laissaient sur la place Saint-Lambert. Peut-on alors parler de foule ? En tout cas, sans ces élèves, elle eut été trop petite pour être appelée ainsi. Accessoirement, remarquons que l'on a fait attendre les enfants dans le froid (et sans guère la possibilité d'aller aux toilettes) pour assister à un simple baiser de convenance.

Avec le temps, le soufflé que la Maison Royale nous a servi réchauffé retombe pesamment. *Le Soir* ne relègue-t-il pas désormais les articles qu'il lui consacre dans ses 'oubliettes' régionales ? Aux écoles catholiques, c'est-à-dire à l'Eglise, de mobiliser ses petites têtes blondes pour lui redonner un peu d'apparence, un « supplément d'âme » en quelque sorte. Hélas ! l'enseignement officiel était aussi en service commandé.

Boris COUNE

4000 LYCEENS LIEGEOIS CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Le mardi 15 février, à l'appel des rhétos de l'Athénée Charles Rogier, plusieurs milliers de lycéens - les jeunes organisateurs en attendaient cinq cents ! - ont défilé dans les rues de Liège pour protester contre l'entrée de l'extrême droite dans le gouvernement autrichien.

Partis du monument national de la Résistance, ils sont arrivés à l'hôtel de ville où le bourgmestre Willy Demeyer, l'échevin de l'Instruction publique Jules Jasselette et son collègue Pierre Stassart, échevin de la Jeunesse, ont reçu une délégation des manifestants.

Dans la lettre ouverte remise aux autorités, les jeunes se sont dits préoccupés de l'avenir et ont affirmé leur volonté de vivre dans une authentique démocratie.

LES ENTREPRISES WALLONNES ET LES GROUPES FRANÇAIS

D'une étude de M. Yves de Wasseige, ingénieur et économiste, qui a servi de base à son intervention à Paris le 8 décembre dernier (1), nous croyons utile de reproduire, pour nos lecteurs, les passages suivants.

« Parmi les entreprises de grande dimension ayant un siège d'exploitation en Wallonie, les groupes français tiennent la place la plus importante, comme le montre une étude récente du CRISP (2). Déjà en 1997, 80 % des grandes entreprises belges implantées en Wallonie (chiffre d'affaires supérieur à 50 milliards de FB = 8,3 milliards FF, et au total du bilan supérieur à 100 milliards FB = 16,7 milliards FF) dépendaient de groupes étrangers. « Parmi ces groupes étrangers, les groupes français contrôlent, seuls ou conjointement, des sociétés belges qui interviennent pour plus de 30 % ». Sur base du critère du chiffre d'affaires, les groupes français contrôlent, seuls ou avec une participation belge, 37 % des grandes entreprises situées en Wallonie, loin devant la Belgique : 24 %, les Pays-Bas : 22 %, les Etats-Unis et l'Allemagne, chacun 4 %, l'ensemble des autres pays : 10 %.

Les groupes industriels français jouent désormais un rôle important dans les grandes entreprises localisées en Wallonie. USINOR (sidérurgie), ALSTOM et ALCATEL (construction électrique, espace et câbleries), SAINT-GOBAIN (verreries), DEXIA (banque et crédit aux collectivités locales), SUEZ (production et distribution d'électricité), ELECTRICITE DE FRANCE (partie de la centrale nucléaire de Tihange), TOTAL (pétrochimie), PROMODES (grande distribution).

Le mouvement d'internationalisation s'est encore amplifié ces dernières années (les chiffres sont relatifs à l'année 97), notamment avec la prise de participation d'Usinor dans Cockerill-Sambre (sidérurgie).

Aujourd'hui, on peut dire que toute les sociétés importantes implantées en Wallonie font partie de groupes mondiaux ou sont devenues des groupes mondiaux comme Solvay, Delhaize, Carmeuse.

Des entreprises dans le secteur de haute technologie se développent par elles-mêmes et atteignent des tailles qui les font reconnaître sur le marché européen et mondial dans leurs domaines respectifs, souvent en partenariat avec des groupes français. SONACA dans l'aviation est

partenaire du consortium Airbus, le Centre spatial de Liège vient de signer un accord avec MATRA MARCONI SPACE. Plusieurs entreprises dans le domaine de l'informatique ont développé des produits et des systèmes reconnus sur de nombreux marchés étrangers. De même, on voit naître des coopérations université-entreprises, donnant naissance à des activités génératrices d'emploi comme IBA (Ion Beam Applications) dans le domaine de cyclotrons à usages médicaux et industriels.

Dans les secteurs dits de haute technologie, appartenant ou non à des groupes mondiaux, la recherche et l'innovation qui se font en Wallonie jouent un rôle beaucoup plus important qu'on ne se l'imagine. A titre d'exemple, c'est en Wallonie qu'ont été développés et sont produits les vaccins contre la poliomyélite (90 % du marché mondial) et contre l'hépatite A et B.

Dans les secteurs dits traditionnels, comme la sidérurgie, la verrerie ou les cimenteries, les processus de fabrication demandent aujourd'hui des pilotages très fins, seuls réalisables par des procédés et des modèles informatiques développés entièrement par les entreprises wallonnes elles-mêmes. Quoi qu'on dise, la recherche interne aux entreprises est présente, même si elle n'apparaît pas comme telle dans les comptabilités. C'est le travail permanent des ingénieurs et des cadres principalement que d'améliorer les qualités des produits et les performances des équipements.

Des entreprises petites et moyennes se créent et se développent ; elles y sont encouragées et aidées par les dispositifs mis en place par le pouvoir politique wallon, avec l'aide de l'Union européenne dans certaines zones comme la province du Hainaut qui a bénéficié de l'objectif 1 ou la zone liégeoise qui bénéficie des aides de l'objectif 2, comme certaines provinces rurales bénéficiant des aides de l'objectif 5.

Contrairement à beaucoup d'autres régions, la Flandre notamment, le taux de natalité reste stable sur l'ensemble de la Wallonie. Paradoxalement pour certains, l'indice de vieillissement (le nombre d'âgés de plus de 60 ans pour 100 jeunes de moins de 20 ans) reste bon : 87 alors qu'il est de 93 en Flandre et de 94 à Bruxelles. Selon les prévisions démographiques, cet indice basculerait vers 2012, alors qu'en Flandre il basculerait déjà en 2002. C'est peut être le signe d'un dynamisme, c'est aussi un gage de développement pour l'avenir. »

Rappelons que, pour M. Yves de Wasseige, « les liens économiques importants de la Wal-

lonie avec la France et le partage d'une même culture française (langue, littérature, droit, conception du citoyen et de l'Etat, notamment) conduiront à renforcer les liens politiques entre les deux pays.

W-F

(1) Voir le compte rendu par M. Marc Suttor dans le n° 28 de *Wallonie-France*, p. 17-18 : *France et Wallonie, un destin commun ?*

(2) CRISP (Centre d'études et d'informations socio-politiques, Bruxelles), structure générale de l'actionnariat des entreprises wallonnes, 1998, recherche réalisée à la demande et avec l'aide du Gouvernement wallon.

Présence des groupes français dans les entreprises établies en Wallonie (1)

Entreprises établies en Wallonie	Secteur	Groupe français de contrôle
<u>Entreprises figurant dans les cent premières selon les critères du chiffre d'affaires et de l'emploi</u>		
Cockerill-Sambre	Sidérurgie	Usinor
Cora	Grande distribution	Bouriez - Carrefour
Corman	Produits laitiers	Compagnie laitière européenne
Match	Grande distribution	Bouriez - Carrefour
Mestdagh	Grande distribution	Promodes - (Mestdagh)
Alcatel Cable Benelux (ACB)	Câblerie	Alcatel - (Région wallonne)
Techspace Aero	Moteurs d'avions, espace	Snecma - (Région wallonne)
CMI	Constructions mécaniques	Usinor
ACEC Transport	Locomotives électriques et métro	Alcatel
Fabrique de fer	Sidérurgie (aciers inoxydables)	Usinor
Sigma coating	Peintures	Totalfina Elf
Recmes	Holding, grande distribution	(Mestdagh) - Promodes
Glacerie Saint-Roch	Glacerie (verre plat)	Saint Gobain
GMP	Produits laitiers	Compagnie laitière européenne
Saint Brice	Filature	Trois Suisses- (O. Versand-DE)
Carlam	Sidérurgie, laminage	Usinor
Alcatel Etca	Electronique espace	Alcatel
Sekurit Saint Gobain Bénélux	Verre	Saint Gobain
Materne Confilux	Confitures	(Région wallonne) - Andros.

Autres entreprises figurant parmi les cent premières selon le critère du chiffre d'affaire seul

Société publique d'électricité	Electricité	Dexia
Peugeot Talbot Belgique	Automobile	Peugeot SA
Intercommunale d'électricité du Hainaut	Distribution gaz et électricité	Suez Lyonnaise
Sedilec	Distribution d'électricité	Suez Lyonnaise
IDEG (Namur)	Distribution gaz et électricité	Suez Lyonnaise
Intercommunale de gaz du Hainaut	Distribution du gaz	Suez Lyonnaise
Intermosane	Distribution d'électricité	Suez Lyonnaise
Igeho	Distribution gaz et électricité	Suez Lyonnaise
Delfood	Grande distribution	Bouriez - Carrefour
Tôlerie Delloye Mathieu	Façonnage de tôle	Usinor.
Interlux	Distribution gaz et électricité	Suez Lyonnaise

Autres entreprises figurant parmi les cent premières selon le critère de l'emploi seul

Entreprises établies en Wallonie	Secteur	Groupe français de contrôle
Casterman	Edition et imprimerie	Flammarion (édition)
Fina Reesearch	Recherche pétrochimie	Totalfina Elf
Valeo Vision Belgique	Phares d'automobiles	De Wendel
Duchêne	Travaux publics (BTP)	Eiffage
Fina Chemichal Feluy	Pétrochimie	Totalfina Elf
Leroy Marlin	Centre bricolage	Mulliez
ACEC Energie	Construction électrique	Alcatel (& GEC GB) - (R.W)
Air Liquide Belge	Gaz divers	Air Liquide
T Palm	Construction (BTP)	Paribas
OCA	Montage électrique	Suez Lyonnaise
Gec Alsthom T&D Balteau	Appareillage électrique	Alcatel - (GEC) - GB
Devresse	Meubles	Mulliez
Socogetra	Travaux publics	(Calozet) - Bouygues

Présence des groupes français dans les entreprises actives en Wallonie (2)Entreprises se trouvant parmi les cent premières selon le critère du chiffre d'affaires

Entreprises actives en Wallonie	Secteur	Groupe français de contrôle
Electrabel	Prod et distribution d'électricité	Suez Lyonnaise
Crédit communal	Banque	Dexia
CPTE	Réseau d'électricité	Suez Lyonnaise
GB Unic	Grande distribution	Promodes - (GIB)
Fina Belgique	Pétrole	Totalfina Elf
Royale belge	Assurances	Axa
Banque Artésia	Banque	(Arco) - Paribas
Total Belgique	Pétrole	Totalfina Elf
Axa Belgium	Assurances	Axa
Banque Ippa	Banque	Axa
AMP	Distribution presse	Lagardère
Royale Belge 1994	Assurances	Axa
Oréal Belgilux	Produits cosmétiques	L'Oréal
CFE	Bâtiments, Travaux publics	Suez Lyonnaise

Entreprises se trouvant parmi les cent premières selon le critère de l'emploi

Sabca	Construction aéronautique	Dassault - (Stork - NL)
ENI	Montage électrique	Suez Lyonnaise

(1) Entreprises dont le siège social est établi en Wallonie

Note : les entreprises de distribution d'électricité sont des entreprises mixtes, pouvoirs communaux et entreprises privées (Electrabel). Elles sont gérées par Electrabel et par le personnel d'Electrabel. Cela explique le chiffre d'affaires élevé et pas ou très peu d'emplois propres.

(2) Entreprises dont le siège social se trouve à Bruxelles ou en Flandre ; elles s'ajoutent donc aux précédentes. Le total des cent premières se calcule ici sur l'ensemble des entreprises présentes en Wallonie, ayant leur siège social en Belgique, y compris en Wallonie.



EPINGLE
DANS
LA PRESSE

Pétition pour la recherche en version française

Dans *France-Soir* (11/02/2000), Cécile Soulé rapporte que le monde scientifique se mobilise pour que les publications en français soient aussi reconnues que celles en anglais. Un document de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP), mentionnant que « les articles en français ne seraient plus retenus », a provoqué la colère des professeurs. « La décision de l'AP-HP est tout à fait illégale ! Elle va complètement à l'encontre de la loi Toubon relative à l'emploi de la langue française dans le monde du travail », s'insurge Denis Griesmar, membre de la commission Chimie et Santé à la Société française des traducteurs. « Par ailleurs, fait-il remarquer, la langue française est plus précise que l'anglais » et de citer en exemple l'expression *acid binding agent*. « S'agit-il d'un agent fixateur d'acide ou d'un agent fixateur acide ? » Gare aux gaffes...

Initiée par les associations de défense de la langue française, la pétition en appelle au gouvernement pour annuler la décision de l'AP-HP. Elle circule actuellement dans le milieu scientifique et médical, mais aussi politique et syndical. Académies de médecine, de pharmacie, de chirurgie dentaire, Syndicat national des chercheurs scientifiques, toutes ces institutions font signer le texte à leurs membres. Le 23 février prochain, les signataires se réuniront devant l'Assemblée nationale au cri de « la langue française en colère » pour interpeller les députés.

Un malentendu semble être à l'origine de ce mouvement de protestation. « En effet, ce qui change réellement cette année, c'est le mode de recueil des articles en français, explique Gilles Lecoq, directeur du département de l'information, évaluation et qualité de la recherche à l'AP-HP. A présent, nous comptabilisons les articles en français via une base de données et non en les demandant aux professeurs eux-mêmes, comme nous le faisons auparavant, poursuit-il. Les raisons du changement : selon l'AP-HP, le système précédent ne marchait pas dans le sens où les professeurs ne nous envoyaient que leurs articles en anglais ». Gilles Lecoq veut surtout apaiser le monde médical : « Nous ne minimisons pas du tout les publications en français. »

Dewael et l'autonomie fiscale de la Flandre

Le Soir du 10/02/2000 estime plutôt faiblard l'espoir du ministre fédéral des Finances, Didier Reynders, de voir se « refroidir les élans nordistes en matière d'autonomie fiscale ». En effet, Patrick Dewael, Premier ministre flamand - qui, rappelons-le, était vu comme un modéré - a répondu à son collègue que « la baisse des impôts proposée par le gouvernement fédéral ne fera pas s'évanouir les exigences flamandes en matière de fiscalité » et la réforme fiscale envisagée n'y changera rien !

Dans la foulée, l'ancien Premier de la Flandre, Luc Van den Brande affirme que son parti, « le CVP, quittera la Conférence sur la réforme de l'Etat (COREE) si elle ne produit aucun résultat concret avant Pâques. Il exige des avancées sur 3 points : accroissement de l'autonomie fiscale des régions, régionalisation du commerce extérieur et régionalisation de la loi communale et provinciale ». Van den Brande conclut : « Di Rupo demande à la Flandre d'attendre 10 ans pour que la nouvelle dynamique du renouveau wallon soit lancée. La Flandre ne peut attendre si longtemps ! »

Le Vlaams Blok ne serait pas un parti extrémiste ?

Le Matin du 16/02/2000, sous la signature de Magali Uytterhaeghe, publie une interview de Mathias Storme, professeur de droit civil à l'Université de Gand et président du Groupe des Universitaires flamands. Pour notre homme, « la réaction de la Belgique témoigne d'une pure hystérie, mais surtout d'une hypocrisie » vis-à-vis de l'Autriche, pays où, dit-il, les droits de l'homme sont mieux respectés qu'ailleurs en Europe ! Selon le bon professeur (qui a quand même « ses doutes » à propos de Jörg Haider), l'Autriche restera une démocratie.

Quant à l'attitude à avoir envers le *Vlaams Blok* - nous y voilà ! - il ne se montre pas un partisan inconditionnel du « cordon sanitaire » et ainsi admet la participation du VB aux différents niveaux de pouvoir. S'il est en principe d'accord avec la proposition de la *Volkspartij* d'interdire les partis non respectueux des droits de l'homme, M. Storme « craint qu'en Belgique, on n'utilise cela comme une arme politique pour combattre ses ennemis dans le jeu de la démocratie », d'autant qu'il juge simpliste de définir le VB comme un parti d'extrême droite ! Soit, on verra bien quelle sera l'attitude des autres partis flamands si les prochaines élections confortent le Blok comme les sondages le laissent prévoir.

Le WIN bouffé par Belgacom...

M. Claude Roland, ancien informaticien à la RTT/Belgacom, a écrit au *Soir* (rubrique « cour-rier » du 17/02/2000) pour mettre en garde les politiques wallons. S'affirmant déjà du temps de la RTT, la « mentalité flamande » n'a fait que croître et embellir : *Dans la grande restructuration de Belgacom, la majorité des cadres francophones, anciens ou nouveaux, ont vu leurs compétences diminuées ou se sont retrouvés sur des voies de garage, voire ont été fortement 'encouragés' à partir. Tout est permis et les pressions exercées sont agressives. Dans le département (LDA) où je travaillais, après manipulation, la composition du staff est devenue la suivante : 16 Flamands pour 1 francophone. Avec en prime un esprit flamingant débridé, s'exprimant et agissant ouvertement. Les cadres francophones sont partis un à un, dégoûtés, cassés (...)* Devinez quelles sont

les entreprises qui bénéficient des marchés de sous-traitance de Belga-com ?

Devinez dans quelle région Belgacom regroupe ses activités ? Vendre la Wallonie Intranet (WIN) à Belgacom, c'est accepter in fine que les cadres flamingants gèrent, au travers de Belgacom, la majorité des activités du WIN et donc la quasi-totalité des activités Internet wallonnes.

C'est, à mon avis, jeter l'avenir de la Wallonie dans la gueule du lion flamand (...).

Nous, à Wallonie-France, on savait déjà que la Flandre s'appropriait tous les leviers de commande de la België. Il n'y a que les politiques wallons pour se refuser à le voir et persister à vendre la Wallonie pour un plat de lentilles.

Jacques LIENARD

CULTURE ET DEMOCRATIE

Alors qu'on n'entend plus parler à la RTBF, même à Fréquence Wallonie, que de la Communauté française *de Belgique*, dont la nouvelle appellation, lancée par M. Hervé Hasquin, semble remise au grenier, nous avons vu avec plaisir que l'ancien ministre-président de la Région wallonne, M. Robert Collignon n'hésite pas, quant à lui, à se présenter comme ministre de la Culture de la Communauté Wallonie-Bruxelles.

M. Collignon a tout récemment présidé, en cette qualité, un colloque *Culture et Démocratie*, excellente initiative de l'ACCS (Action commune culturelle socialiste).

Outre Robert Collignon, y ont participé : Laure Guilbert (danseuse et historienne), Roger Lallemand (avocat, sénateur honoraire), Daniel Lindenberg (membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*), Christian Ruby (docteur en philosophie - Paris) et Simone Susskind (présidente de *Actions in the Mediterranean*).

Dans le même ordre d'idée, signalons que le 10^e numéro des cahiers de l'Education permanente présente notamment : Regards croisés entre les ministres wallon et français de la Culture Robert Collignon et Catherine Trautmann. Prix : 450 F.

Adresse de contact : ACCS, bd de l'Empereur, 15/5 - 1000 Bruxelles.

Félicitations à M. Robert Collignon !

ÉMOTIONS ET RÉALITÉS

Une nouvelle vague émotionnelle orchestrée par les médias, comparable à celles qui mobilisèrent des foules lors de la mort du roi Baudouin, de la Marche blanche et, dans une moindre mesure, des Joyeuses Entrées, a de nouveau déferlé en Belgique à propos du danger de l'extrême droite par suite de l'entrée du FPÖ au gouvernement autrichien.

Pour respectables qu'elles soient, ces manifestations populaires ne modifient en rien la réalité que certains zéloteurs espèrent occulter : une nation flamande qui continue à s'affirmer envers et contre tout et une Wallonie « dénationalisée », que l'illusion d'un avenir belge écarte de son destin.

RENOUVELLEMENT DES ABONNEMENTS POUR L'AN 2000

SIMPLE : 500 FB ou 100 FF

SOUTIEN : 800 FB ou 150 FF

ETUDIANT : 300 FB ou 70 FF

à verser au compte 240 - 0547991 - 42 de *Wallonie-France* à Esneux-Tilff
pour la Wallonie et Bruxelles,

ou au compte de *Wallonie-France* à la BRED à Paris :
212-18-1978 (code banque 10107 - code guichet 00118) pour la France .

Un conseil à nos amis français : préférez le virement au chèque afin que nous puissions vous identifier.

Wallonie-France

est éditée sous le patronage de : MM. Jean DEFRAIGNE, Ministre d'Etat et Président honoraire de la Chambre des Représentants ; Denis GRIESMAR, Président de l'Association française des Traducteurs ; Jean-Emile HUMBLET, Sénateur honoraire ; Jean-Marie JAMOLET, ancien Bourgmestre d'Esneux ; Marc SUTTOR, Maître de conférences à l'Université d'Artois, et avec la collaboration de Pierre BERTRAND, Jean BONNIVERT, Boris COUNE, Marc DE MIDDELEER, Philippe DETROZ, Jacques DUPONT, Paul DURIEUX, Daniel JOZIC, Daniel LANIER, Adrien LAURANT, Yves LEBEAU, Pierre MELON, Pierre MELOT, Christian PATERNOSTRE, André PATRIS, Pol REMY, Jacques ROGISSART, Jean-Philippe SMEERS .

* * *

Direction : André SCHREURS, 8, rue Naimette, 4000 Liège - Tél. 04/ 224 13 79. *Rédaction* : Jacques LIÉNARD, 49 B, av. de Gerlache, 4000 Liège - Tél. 04/ 253 26 47. *Composition* : Monique WESMAEL - Télécopieur (Fax) : 04/ 252 09 07. *Trésorerie* : Jacques BONNIVERT, 14, av. des Aubépines, 4130 Tilff - Tél. 04/ 388 20 90. *Secrétariat et éditeur responsable* : Jacques CHARLIER, 34, r. de la Baume, 4470 St-Georges/Meuse - Tél. et fax : 04/ 275 36 20. GSM : 0477/29 63 24.

Contact pour Bruxelles : André PATRIS, 16, avenue Père Agnello, 1150 Bruxelles.
Contact pour la France : Charles CONTE, 8, rue Altrincham, F 93150 Le Blanc-Mesnil.
Paul DURIEUX, Font-du-Luc, F 83390 Puget-Ville.

* * *

Wallonie-France est une revue pluraliste. Son objectif est d'exprimer les aspirations de ceux qui veulent que la Wallonie retrouve sa vraie nationalité, qu'elle rejoigne la nation française tout en affirmant son identité propre.

Elle n'entend pas prendre position dans le débat « Europe des Nations - Europe des Régions ». Pour nous, les deux concepts sont non seulement conciliables mais complémentaires dans la mesure où l'émergence des régions ne tend pas à détruire les Etats-nations, ni ceux-ci à étouffer les régions qui les composent.

C'est pourquoi nous croyons à l'épanouissement de la Wallonie dans le cadre de la République française.